

Édito

Les années se suivent et se ressemblent pour la majorité d'entre nous. Reculs sociaux sur reculs sociaux. Reculs des libertés fondamentales sur reculs des libertés fondamentales. Les derniers mandats de nos représentants mal élus sont à placer, entre autres, sous le signe de la médiocrité et de l'effondrement. Effondrement des valeurs qui sont censées guider chacune et chacun des citoyennes et citoyens de notre pays : les valeurs de notre République démocratique ET sociale, le respect des droits et des libertés fondamentales.

La particularité de cette nouvelle classe politico-médiatique, biberonnée aux artifices communicationnels, est la force avec laquelle elle parvient à falsifier le réel. George ORWELL nous alertait déjà en 1949 sur ce phénomène avec son roman « 1984 ». Nous y sommes. Les sociétés sont déstabilisées. Le plus grand confusionnisme règne. Tout est mis cul par-dessus tête. Les structures et personnes osant afficher leur désaccord ou une lecture différente sont, au mieux, caricaturées et disqualifiées ; au pire, convoquées par la Police et traînées devant les tribunaux. A l'orée des élections européennes, les pires dangers nous guettent. C'est d'ailleurs le cas à chaque nouvelle élection, où les résultats nous sont présentés comme inéluctables.

Sophie BINET, secrétaire générale de la CGT nous alerte : « Face à l'extrême-droite, il est minuit moins le quart... ».

La justice et la paix

Les inégalités touchent de manière significative les groupes les plus exposés à la pauvreté : femmes, enfants, ethnies, marginalisation des plus faibles...

Si depuis, la pandémie a accentué les écarts, il n'en reste pas moins qu'elle a su profiter aux plus riches, engrangeant pour cela des bénéfices records.

« Ces inégalités sont au cœur de nos systèmes économiques et fracturent nos sociétés » : hausse des cours de la bourse, monopolisation, privatisations, impliquant une dégradation des droits et des conditions de travail, s'attaquant de surcroît aux organismes sociaux.

Des guerres d'intérêts : ventes d'armement, contrats mirifiques de reconstruction, ainsi que le contrôle des zones géostratégiques et économiques s'ajoutent à la souffrance et à la détresse des populations concernées.

Ne nous leurrions pas, malgré le « confort » relatif que peut nous procurer notre emploi, nous sommes au centre d'un système qu'on peut qualifier de machiavélique. Ne nous laissons pas abuser par ce doux rêve. Nous ne sommes que partie négligeable.

Il existe cependant un moyen pour lutter pour vos droits et combattre pour la justice et la paix c'est :

[ADHÉRER A LA CGT !](#)
[Combattons à ses côtés !](#)

Nouvelle expérimentation

Petits lapinoux s'en vont gaiement travailler du lever du soleil à son coucher... Mais oui, c'est possible !

Attention, maître « Rénard », aux aguets, réclame de faire le boulot **EN** quatre jours, mais pas question d'avoir des jours RTT, et il faudra bosser de 7h30 à 17h52 ou de 8h00 à 18h22 ou de 8h30 à 18h52.

Des volontaires ? Que nenni !

**Droit de vote au féminin**

Le 18 avril dernier, le droit de vote des femmes a fêté ses 80 ans. En 1945, le premier scrutin de notre Histoire est ouvert aux françaises et ma grand-mère, à l'âge de 48 ans, votait pour la première fois de sa vie.

Les témoignages de nos « mamies » ont été nombreux ces derniers jours. Voter, c'est un droit conquis de haute lutte, mais c'est aussi un devoir.

[Ne l'oublions pas à l'approche du scrutin européen.](#)

LE GOUVERNEMENT ACCÉLÈRE SA PRODUCTION DE PAUVRES...



Le travail, c'est la santé

Alors, les fainéants du public et du privé !! Avez-vous conscience que vos prétendues maladies « souvent imaginaires » ruinent notre sécurité sociale ? Irrresponsables que vous êtes ! Heureusement que nos dirigeants sont là pour vous donner de bonnes consignes, pour votre bien et pour sauvegarder ce modèle de protection qui leur est si cher.

La bonne blague !

Notre sécurité sociale souffrirait d'un excès d'arrêts de travail. Il faut donc arrêter cette inflation délétère. Perdre quelques jours de salaires grâce à l'allongement du nombre de jours de carence sera votre motivation pour ne plus être malade.

Quelle fierté de participer ainsi à l'effort national !



Vivement la retraite !

Vous avez aimé la retraite à 64 ans ? Vous allez adorer la retraite à 67 ans ! Le livre vert de la Commission Européenne de 2021 préconise en effet un report de l'âge de départ à la retraite à 67 ans... avec la désindexation des pensions sur les prix, ce serait le paradis capitaliste... Sauf à nous battre vraiment, la retraite sera l'âge des superlatifs : nous serons TRES vieux et TRES pauvres !!

Mona Lisa va enfin pouvoir quitter le Louvre ,elle a tous ses trimestres !



Budget ou arnaque ?

La croissance espérée lors de l'élaboration du budget national aurait-elle été surestimée ? Le Ministre des Finances a déclaré qu'elle ne serait pas au rendez-vous.

Etonnant, non, quand les salaires et les pensions stagnent en dessous de l'inflation et que, peu à peu, les aides aux plus faibles sont réduites, voire supprimées !? Alors, voici quelques-unes des solutions préconisées :

- réduire les budgets des administrations, par exemple les frais de déplacements (finis les contrôles intempestifs qui compliquent la vie des entreprises) ;
- et puis, parlant du compte personnel de formation (CPF), d'abord exprimé en jours de formation, puis en euros (c'est tellement plus souple, surtout pour laisser un reste à charge aux candidats) ;
- C'est aussi l'aide à l'achat de véhicules de nouvelle génération brusquement interrompue, et la « prime Rénov' » qui coûtent beaucoup trop cher et dont il faudra revoir les conditions.

Mais, Bruno Le Maire nous rassure : les impôts n'augmenteront pas. Il ne faudrait quand même pas mettre les plus riches à contribution !

Violences sexuelles et sexistes



VIOLENTOMÈTRE

Remarques et critiques acceptées

Promotions pour les femmes comme pour les hommes

Travail en confiance et autonomie

Reconnaissance du travail

Refus de relations extraprofessionnelles accepté

Commentaires sur votre apparence

Parole coupée systématiquement

Blague sur les « promotions canapé »

Questions indiscrettes insistantes sur votre vie privée

Blagues sexistes et sur les blondes

Évocation de sexualité sans accord

Mécontentement après votre refus d'être raccompagné

Recherche systématique d'être seul avec vous

Images à caractère pornographique visibles

Regards insistants sur votre poitrine et vos fesses

SMS ou mails sexuels sans accord

Demande insistante d'un acte sexuel

Hostilité liée au refus d'un acte sexuel

Menaces professionnelles pour obtenir un acte sexuel

Baiser forcé par surprise

Toucher vos seins, fesses ou cuisses sans consentement

Fellation ou pénétration forcée

ENVIRONNEMENT
PROFESSIONNEL SAIN

ENVIRONNEMENT
SEXISTE ET HOSTILE
PROFESSIONNEL

HARCÈLEMENT
SEXUEL

AGRESSIONS
SEXUELLES

VIOLS

Lève-toi et marche

Combien de fois nous sommes-nous plaints de ne pas être entendus par notre administration ? Les sujets ne manquent pas : salaires, conditions de travail, casse des services publics, etc.

Au mois de mars dernier, enfin une réponse à la hauteur : « le challenge de pas ».

C'est que la DGFIP prend soin de nous : marcher, c'est bon pour la santé, ça coûte pas cher et tant qu'ils marchent, les agents oublient leurs revendications irresponsables !

Râté !! M'enfin de qui se moque-t-on ?



JO PARIS 2024

Tout le monde s'enflamme pour la flamme, mais aucune bataille pour les conditions de travail.

A l'approche de la journée d'ouverture des JO de Paris 2024, des millions d'euros ont été engagés et gaspillés sur des infrastructures non fonctionnelles, et on ne sait toujours pas si on pourra se baigner dans la Seine. On n'hésite pas à dilapider l'argent pour des événements sportifs épisodiques. Mais, à côté de cela, on cherche à récupérer des picaillons pour améliorer notre quotidien au travail. C'est toujours la même ritournelle : on priorise les activités lucratives au détriment de la reconnaissance de notre quotidien.

ASSEMBLEE GENERALE

RGP

La réforme des gestionnaires publics supprime l'empirique responsabilité personnelle et pécuniaire qui couvrait les comptables. En dépit de cette réforme, l'adjoint de la paierie départementale de l'Eure a été mis en débet par la Cour des Comptes, suite à une cession de créance frauduleuse. Il a été condamné à payer une amende de 2500 €.

[Moralité : la couverture n'est pas toujours tirée du bon côté !](#)



Kakistos et Cratos

Suite à ma réussite au concours, j'ai suivi une formation au cours de laquelle les intervenants assuraient aux stagiaires que nous avions rejoint une direction permettant à chacune et chacun d'entre nous d'évoluer au sein de cette administration. A cette occasion, ils nous précisait qu'au-delà de la nécessaire loyauté qui était exigée de nous, la particularité de notre administration résidait en sa capacité à reconnaître les compétences des candidats, quand bien même leur vision de l'organisation de notre administration et de ses services n'était pas celle prônée par ses hauts cadres et ses ministres.

Force est de constater que ce temps est révolu. La servilité est prise pour de la loyauté et l'esprit critique pour de la défiance. Nous avons ainsi, doucement mais sûrement, basculé en kakistocratie... un type d'organisation sciemment mis en place afin de permettre aux médiocres d'occuper quelques places à responsabilité. Cette caste de cadres, bien formatée, se répandant telle une espèce invasive, sensible à l'effet Dunning-Kruger, permet aux plus futés d'être protégés par ces lampistes qui seront amenés à être dédités, voire à « sauter », sans risque pour leurs supérieurs d'être inquiétés.

Toute ressemblance avec des faits existants, ayant existé, ou à exister, n'est sans doute pas fortuite...

L'assemblée générale de la section CGT Finances Publiques de la Dordogne aura lieu le vendredi 14 juin, 9h00 à Boulazac Isle Manoire. Si tu veux nous rejoindre, adhérer et participer à la vie de la section, tu as droit à une autorisation d'absence (sous réserve des nécessités de service).

Sous siRHius, tu dois poser :

Type de motif
 Motif

ÉCOLOGIE, ÉDUCATION, RECHERCHE, COHÉSION DES TERRITOIRES...
L'EXÉCUTIF SUCRE 10 MILLIARDS D'EUROS DE DÉPENSES



Quand le bâtiment va, tout va

Le cap des 36 000 morts est dépassé dans la bande de Gaza, où les villes sont dévastées par les bombardements israéliens. Si les ventes d'armes se portent bien, la reconstruction augure un nouvel eldorado pour les cimentiers. Quand cendres et sang se transforment en or, la pierre philosopale capitaliste n'a pas fini de détruire le monde.



Tabou or not tabou

Ce printemps, à l'occasion d'une campagne d'interview visant à faire savoir qu'un [projet de loi de réforme de la Fonction Publique](#) était en préparation, l'influenceur et pirate d'adresses e-mail, ministre de la Fonction Publique à ses heures perdues, Stanislas GUERINI, lâchait dans la presse qu'il fallait « lever le tabou du licenciement des fonctionnaires » !! La « petite » pique en forme de fonctionnaires-bashing était chargée d'invisibiliser le vrai danger d'un projet de loi que ni les agents, ni les organisations syndicales, ni les usagers ne réclament :

- fin des catégories A, B et C ;
- substitution progressive des recrutements par concours au profit du recrutement de gré à gré (CV + lettre de motivation) ;
- fin, de facto, des principes d'égalité de traitement et d'indépendance des fonctionnaires ;
- individualisation des rémunérations ;
- fin des rémunérations à l'indice...

Mais rassurez-vous, cher Stanislas... des fonctionnaires sont régulièrement rayés des cadres de la fonction publique... Et, justifié ou non, cela n'améliore ni le sort des agents, ni celui des usagers.

Exigeons l'ouverture de vraies négociations sur l'urgent : les rémunérations, les conditions de travail, les moyens alloués aux services publics...



La Sécu... bien commun

La sécurité sociale est une institution révolutionnaire. Ses ressources sont, à sa création, en octobre 1945, issues d'une partie du salaire de chaque travailleuse et travailleur : le « brut » ; la part avec laquelle on vit de la naissance à la mort (santé, hôpital public, chômage, retraite, allocations diverses), dont Ambroise CROIZAT, ministre initiateur de la Sécu disait qu'elle allait « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ». Non seulement cette institution allait permettre à notre pays de faire reculer la pauvreté de manière inouïe, mais elle nous permet de bénéficier du meilleur système de soins au monde... jusqu'à l'intrusion des logiques concurrentielles et de la primauté du contrôle de gestion sur les besoins de la population et la recherche de l'amélioration de la qualité de la vie pour toutes et tous. Ce fut la T2A de Roselyne BACHELOT et de son directeur de cabinet, Jean CASTEX !!

A l'origine, dans la mesure où ses ressources sont issues du salaire, ce sont les salariés qui, via leurs représentants élus, organisent et gèrent le budget du régime général de la sécurité sociale. L'ordonnance du 21 août 1967 remet en cause cette gouvernance par l'introduction de la parité avec les représentants des entreprises. C'est le début des compromissions de certaines organisations syndicales de salariés avec le patronat. Le pouvoir politique étant de plus en plus « sensible » aux logiques financières, son basculement dans une logique néo-libérale l'amène lentement mais sûrement, à en changer fondamentalement sa logique tant en matière de ressources que de gouvernance, notamment grâce au PLFSS. Il souhaite désormais achever son « œuvre » afin de prendre totalement la main sur cette institution.

La connaissance de l'histoire de la création et du fonctionnement de la Sécu, nous permet de prendre pleinement conscience [des dangers qui se profilent...](#)



Réforme ou coupes franches ?

[La dernière « réforme » visant à remettre ces feignasses de chômeurs glandeurs au taf est passée.](#)

A peine 1/3 d'entre eux est indemnisé. D'ailleurs, indemnisés ou non, obligés à une recherche active ou non, ils sont près de 6 millions... pour environ 370 000 postes vacants !

Du boulot, il y en a... pour 370 000. Et plus encore avec le secteur public ! Partageons le travail et les richesses avant de trouver des boucs-émissaires et d'envisager de [couper dans les ressources de ces personnes en grandes difficultés sociales.](#)